Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Gaza-Argentine-IsraelIII-faut-mettre-fin-a-l-occupation>

Gaza-Argentine-Israëll faut mettre fin à l'occupation.

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mardi 20 janvier 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Israël affronte une situation sans issue comme occupant de Gaza. Le renversement du Hamas rendrait ingouvernable ce territoire, la pression des réfugiés augmenterait et aggraverait la catastrophe humanitaire. N'importe quelle option de relance des attaques ou prorogation de la cessation temporelle des hostilités, perpétuera le torrent de sang que génère le colonialisme.

Bien que toutes les enquêtes indiquent une approbation du massacre - parmi une masse de votants israéliens qui ont viré à droite - les marches du refus, l'éventualité de pertes et la désobéissance de réservistes pourraient éroder ce triomphalisme. L'opinion publique reçoit, en plus, une comparaison internationale en hausse de son armée avec les nazis. Cette analogie douloureuse peut susciter un sentiment de honte.

La résistance à Gaza se déroule dans des conditions terribles et avec un support limité des mobilisations en Cisjordanie. Mais cette inégalité scandaleuse dans les affrontements a été la norme des 60 dernières années. Dans ce laps de temps les palestiniens n'ont pas réussi à récupérer leurs terres, ni à construire leur État, mais ils ont conquis la légitimité de leur demande. La première Intifada (1987) a érodé le mythe du sionisme, et le deuxième soulèvement (2000) a obligé à discuter des exigences de ceux qui se sont soulevés.

Au sein du mouvement palestinien s'est élargie la brèche qui sépare les résistants des soumis. Mahmud Abbas a renforcé cette deuxième posture après avoir accusé le Hamas de l'agression et en acceptant les termes de la reddition qu'a fixée Israël. Cette attitude couronne plusieurs années de subordination de l'Autorité Palestine à l'occupant. Depuis qu'elle a accepté de négocier un État inexistant, ce leadership a accordé tout en échange de rien.

La fin de l'occupation est la condition à toute solution au conflit. Mais le problème n'aura pas de solution si la machine annexionniste qui a remplacé des habitants originaires par des immigrants sélectionnés avec des critères ethniques, continue à fonctionner.

L'autodétermination nationale des palestiniens est la priorité, mais elle ne pourra pas se concrétiser en appelant à détruire l'État des Israéliens. Cet appel suppose l'éradication politique du sionisme et non l'élimination physique des Juifs, mais il a perdu de sa validité et il est mal interprété avec facilité. Au bout de quelques décennies Israël a forgé une nationalité propre qui ne peut pas être abolie.

La paix exige une reconnaissance mutuelle entre palestiniens et Israéliens à partir du démantèlement des dispositifs coloniaux. Seul ce chemin ouvrira la perspective de deux états réels, de formes fédératives binationales ou la meilleure option : un État unique, laïque et démocratique.

Le massacre de Gaza a été consommé avec l'autorisation des satrapes du monde arabe, qui ont combiné le silence prudent avec la complicité explicite. L'Égypte a fermé la valve de décompression de Rafah, a coordonné le cercle, a bloqué les secours humanitaire et a autorisé la violation de son espace aérien. Elle connaissait tous les détails de l'attaque et elle n'a pas présenté d'objection.

Les gouvernants de ce pays ne cherchent déjà plus à domestiquer la résistance des palestiniens. Directement ils avalisent le démantèlement de ce mouvement parce qu'ils craignent sa convergence avec les demandes sociales de tout le peuple.

Le massacre des dernières semaines a choqué le monde. Les protestations populaires ont neutralisé les contremarches minoritaires pro-israéliennes. La continuité de cette action de la rue peut faire pencher la balance politique contre les agresseurs, qu'importe le résultat de l'opération militaire. De nombreuses voix exigent de juger

Gaza-Argentine-Israëlll faut mettre fin à l'occupation.

les crimes commis devant des tribunaux internationaux.

En Amérique Latine la sympathie envers la cause des palestiniens s'est renforcée et Chavez et Evo Morales ont adopté la bonne décision d'expulser les ambassadeurs d'Israël. L'Argentine est une pièce clef dans ce scénario par la forte présence de communautés arabes et juives qui ont toujours coexisté en harmonie.

Les marches en faveur de la Palestine ont été majoritaires et ont provoqué l'envoi d'aide à Gaza et la rupture de l'accord Israel-Mercosur. L'Argentine était en accord avec le rejet mondial d'une politique criminelle qui cherche à ensevelir la paix au Moyen-Orient.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo](#) , Paris le 20 janvier 2009.